Mars 2010

N°6

BULLETIN D'INFORMATION DE L'EIN

Actualité du réseau

25 mars 2010. Séminaires EIN à Madrid organisés avec la FAES
«Relance: vers une économie européenne résistante» (également réunion du groupe de travail EIN 1 «Crise financière et relance»)
«Alimentation, éducation et santé» (également réunion du groupe de travail EIN sur la réforme de la PAC)

14 avril 2010. Petit déjeuner de travail «Les attentes des jeunes en Europe»

Recherche et débats EIN:

Débats sur la «stratégie UE 2020»

La réunion d'évaluation à mi-parcours de l'EIN s'est tenue à Bruxelles le 23 février. Les think tanks présents étaient les suivants: CES, CEPS, IFRI, Fondazione ResPublica, Fondazione Farefuturo, Fondation Robert Schuman (Paris), Institut Turgot, FAES, Institut autrichien de politique européenne, Réseau européen des valeurs (Prague), Fondation Szazadveg (Budapest), Institut pour la démocratie Constantinos Karamanlis, SKP Europe, European Movement (UK). Enikö Györi, Pilar del Castillo (présidente du GT EIN sur l'énergie et l'environnement), Gunnar Hökmark (président, GT EIN sur la crise financière et la relance), Jan Olbrycht (président, GT EIN sur les valeurs européennes) ont participé à la réunion sous la présidence de Jaime Mayor Oreja. Une discussion a fait suite à la présentation du document d'Olaï Voionmaa, Université d'Helsinki, Centre de géostratégie de l'ENS, Paris, concernant les réactions relatives à la stratégie UE 2020.

La réunion s'est montrée assez critique vis-à-vis de la stratégie UE 2020 proposée, censée remplacer la stratégie de Lisbonne. Ont notamment été mentionnés:

- Les désaccords entre Barroso et Van Rompuy, qui propose de la remplacer par cinq objectifs quantitatifs et des objectifs différenciés pour chaque État membre. Il semble également y avoir eu un désaccord sur la date, car Barroso a souhaité reporter l'approbation du document 2020 et Van Rompuy voulait le publier et l'approuver en avril. Les experts de l'EIN soutiendraient fortement un report de la publication et de l'approbation de façon à accroître la contribution spécifique des forces politiques européennes à la stratégie EU 2020.

- Les experts EIN ont mentionné les réactions fortement négatives de la part de divers acteurs, en particulier parce que la Commission, dans le *document de synthèse sur les contributions à la consultation (nov. 2009 – jan. 2010)*, a déclaré qu'il régnait un large consensus avec les ONG et la société civile alors que cela semble ne pas avoir été le cas pour de nombreuses questions.

- Apprentissage et éducation: très peu d'emphase sur l'apprentissage par l'expérience, la formation dans les PME; de nombreux participants à la conférence étaient opposés au soutien direct accru de l'État à la recherche et à l'innovation, ils affirment que le co-financement (par les étudiants pour l'éducation et par le secteur privé pour la recherche) dans un cadre concurrentiel est essentiel à la pertinence et à l'efficacité de nouvelles dépenses publiques dans ces domaines.

- L'économie numérique en elle-même n'a pas été considérée comme une façon d'assurer la cohésion sociale. Cette dernière est très peu abordée dans la stratégie. Le document initial de la Commission ne considère pas la question de la création d'emploi comme l'enjeu principal. Pourtant, la meilleure protection que l'on puisse offrir s'avère être un emploi. Les gains de productivité sont essentiels, car dans de nombreux pays les augmentations de salaire, les prestations sociales et les coûts de production ont été déconnectés des gains de productivité réels. Cette situation, qui influe sur la balance des paiements et le déficit courant, diminue la compétitivité et l'attrait pour les investisseurs étrangers. L'économie numérique fait partie de la palette de moyens permettant d'augmenter la productivité, mais en partie seulement.

- Rien de concret sur «une économie plus verte», qui apparaît plutôt comme un slogan, à l'instar de la question rebattue de la durabilité. Le document de la Commission propose de lancer un nouveau paquet sur le transport mais ne fait que répéter le troisième paquet sur l'électricité et insiste sur les aides d'État.

- La politique énergétique est la clé de la compétitivité mondiale. La sécurité d'approvisionnement, les coûts abordables, les réseaux de distribution efficaces ne sont pas mis en valeur par le document de la Commission comme étant la pierre angulaire d'une croissance durable en Europe.

- La sécurité, y compris la gestion des risques, l'industrie militaire, les débordements des investissements militaires sur la recherche, sont complètement laissés de côté.

- Pas de dimension géographique (différenciation et évaluation des besoins).

- Rien concernant les mesures financières et l'impact sur les perspectives budgétaires 2013-2020.

- Pas de perspectives temporelles. Certains ont déjà souligné le problème d'un document initial aussi conventionnel, limité à une durée de cinq ans, et réclament des perspectives à plus longue échéance et des actions mieux définies. Dans son document final, la Commission répond en partie à cette objection.

- La démographie n'est pas prise en compte.

- La gouvernance n'est pas clairement définie: le niveau régional et le niveau local sont les grands absents, la stratégie doit être partagée entre la Commission et le Conseil. On pourrait ajouter qu'aucun mécanisme de révision n'a été convenu et qu'aucune incitation financière n'a été prévue en vue de la mise en conformité. Le mécanisme de coordination ouverte, qui reste la méthode utilisée pour la stratégie, est un échec. S'il est vrai qu'aucun objectif européen n'a été défini, le document laisse aux États membres le soin de définir les actions et objectifs liés à ce type de méthode, raison pour laquelle sans doute le document ne mentionne rien de précis. La question est: quel est le rôle d'une telle stratégie? En avons-nous vraiment besoin? Nous avons d'ores et déjà une nouvelle stratégie de transport en vue, de nouveaux objectifs en matière d'énergie, des objectifs environnementaux spécifiques, un projet de stratégie industrielle. Si le document se veut global, on voit difficilement comment il intègre ces différentes stratégies.

- Les priorités du Centre-droit ne sont pas réellement reflétées dans le document de la Commission: création d'emploi, pouvoir d'achat des ménages, PME, partenariats publics/privés, priorité donnée à l'initiative et l'esprit d'entreprise, budgétisation saine et réglementation stable... D'où le besoin d'un document différent, fondé sur les priorités et les valeurs. Dirk Hudig, président du groupe de travail EIN sur l'économie sociale de marché, proposera un document EIN fondé sur les travaux de la FAES.

Franck Debié, Directeur politique de l'EIN

Sur le site de l'EIN

Olaï Voionmaa, «Évaluation de la stratégie UE 2020», document présenté lors de la réunion générale de l'EIN, 23 février 2010

«Contribution de la Fondation FAES à la consultation de la Commission européenne sur la stratégie UE 2020», Madrid, FAES, 2010

Recherches à venir sur la politique énergétique

L'EIN sur la politique énergétique et climatique, des spécialistes venus d'Allemagne, de France, d'Espagne, des États-Unis... débattront de l'avenir de la politique énergétique et climatique après l'échec des négociations de Copenhague. Une sélection des séminaires EIN qui se sont tenus à Madrid, Washington, Vienne et Berlin.